REVUE DE PRESSE

VIENNALE
Sélection Officielle
Documentaires

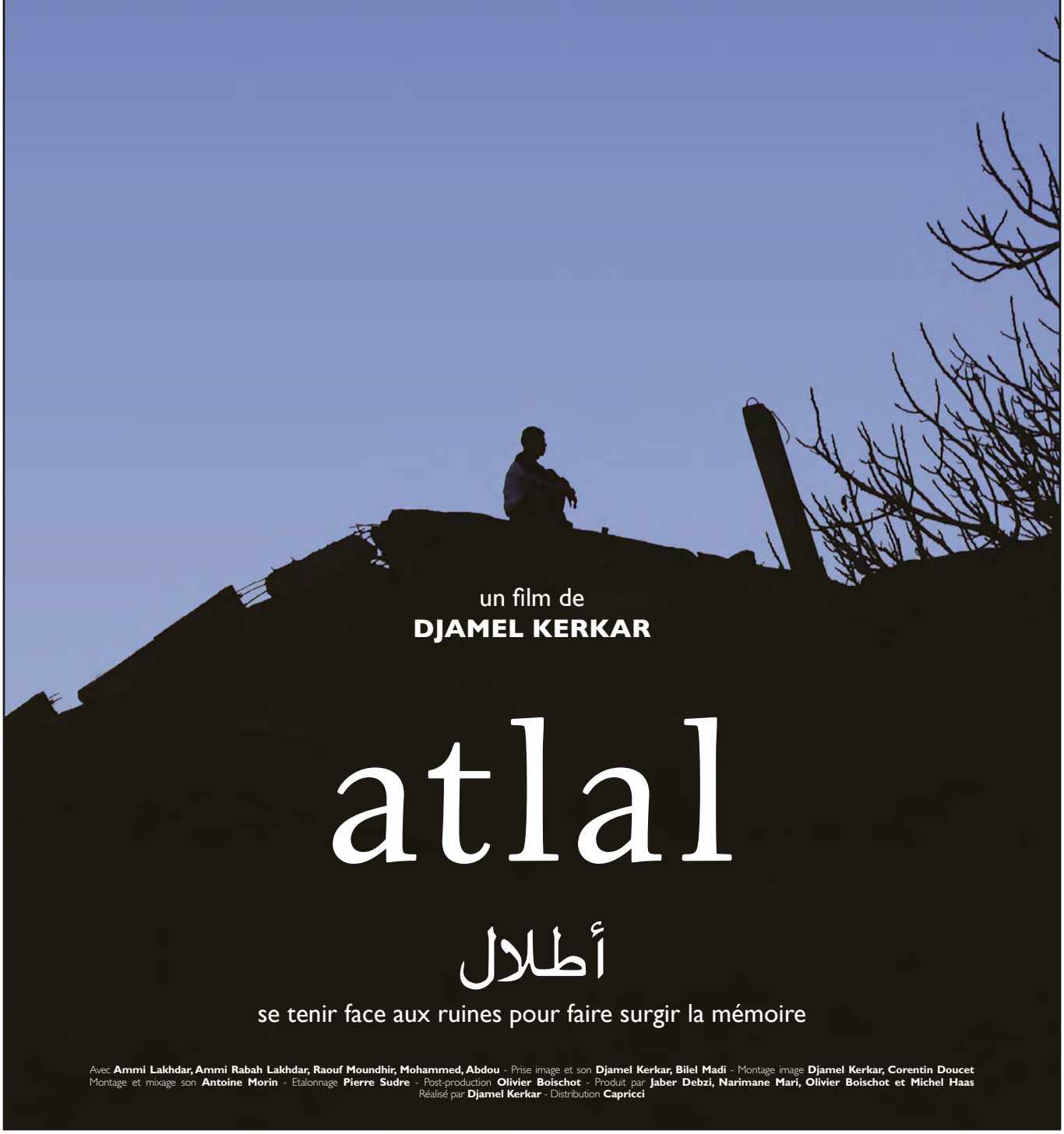
FID Marseille 2016
PRIX
PREMIER

UNDERDOX
MUNICH
Sélection Officielle

LUSSAS
ÉTATS GÉNÉRAUX
DU FILM DOCUMENTAIRE

MAR
DEL PLATA
Panorama

Entre 1991 et 2002, l'Algérie en proie au terrorisme
a connu officiellement la perte de 200 000 vies.



un film de
DJAMEL KERKAR

atlal

أطلال

se tenir face aux ruines pour faire surgir la mémoire

Avec **Ammi Lakhdar, Ammi Rabah Lakhdar, Raouf Moundhir, Mohammed, Abdou** - Prise image et son **Djamel Kerkar, Bilel Madi** - Montage image **Djamel Kerkar, Corentin Doucet**
Montage et mixage son **Antoine Morin** - Etalonnage **Pierre Sudre** - Post-production **Olivier Boischot** - Produit par **Jaber Debzi, Narimane Mari, Olivier Boischot et Michel Haas**
Réalisé par **Djamel Kerkar** - Distribution **Capricci**

SOMMAIRE

PRESSE NATIONALE

LE MONDE 3
LIBÉRATION 4
CAHIERS DU CINÉMA 6
SOFILM 7
COURRIER DE L'ATLAS 8

WEB - RADIO

LE MONDE 9
ONORIENT 10
CRITIKAT 13
CHACUN CHERCHE SON FILM 14
RADIO SOLEIL 14

FID MARSEILLE

LE MONDE 15
LIBÉRATION 15
CAHIERS DU CINÉMA 16
POSITIF 16
ART PRESS 16
HUFFPOST MAGHREB 17
HUFFPOST ALGERIA 18
LE BILLET (Suisse) 19

ARTICLES SUR LA DÉCENNIE NOIRE

LE MONDE 22
LE MONDE DIPLOMATIQUE 25
LA CROIX 30

LE MONDE
7 mars 2018

« Atlal » : l'Algérie, trois souffrances à la suite

Le documentaire de Djamel Kerkar donne la parole à trois hommes de Ouled Allal, ville marquée par le Groupe islamique armé.

LE MONDE | 07.03.2018 à 07h27 • Mis à jour le 07.03.2018 à 08h03 |

Par **Jacques Mandelbaum**



L'AVIS DU « MONDE » – À VOIR

Tariq Teguia (*Revolution Zendj*, 2013), Hassen Ferhani (*Dans ma tête un rond-point*, 2015), Karim Moussaoui (*En attendant les hirondelles*, 2017)… N'insistons pas sur l'impression de regain légèrement miraculeux qui, grâce aux individus précités, souffle fort d'Algérie depuis quelques années. Bien sûr, tout se jouera sur la durée. Rien n'est gagné d'avance, d'autant qu'on a connu des contextes plus favorables au développement artistique. En attendant de voir, on peut toujours noter le nom de Djamel Kerkar, et l'ajouter à cette liste provisoire.

Son premier long-métrage, remarqué voici deux ans dans cet excellent festival qu'est le FIDMarseille, s'est frayé – là encore, petit miracle véhiculé par Capricci – un chemin jusqu'aux salles. C'est du cinéma brut, un film document, élaboré par une mise en scène qui prend le temps de faire parler les choses, troue la parole pour mieux la sertir. Le lieu se nomme Ouled Allal. A mi-chemin entre Alger et le maquis du Groupe islamique armé (GIA), la ville est, à partir de 1992, à feu et à sang. Sa population la déserte, laissant derrière elle un village en ruines.

Chassés par les islamistes

Djamel Kerkar y est retourné aujourd'hui pour voir s'il y avait âme qui vive, et si ces âmes parlaient. Filmant longuement les ruines et les bâtiments en construction, les arbres abattus, la nature traumatisée et pourtant renaissante, le vent qui souffle, un chien qui joue, des hommes qui tentent comme ils peuvent de se reconstruire, il nous rapporte dans ce film âprement ressenti le fruit de trois rencontres essentielles. Trois hommes, de générations différentes, chassés de chez eux par les islamistes, qui nous disent qu'avoir vingt ans en Algérie, c'est faire, peu importe la date à laquelle on les vit, l'expérience stoïque de la guerre, de la pauvreté, de la souffrance.

Le plus ancien, qui a vécu l'indépendance et qui a pris les armes contre les islamistes, porte sur lui les stigmates de ses guerres, mais reste viscéralement attaché à sa terre et à son village. Le plus jeune, Abdou, qui est né durant la guerre civile, ne pense, lui, qu'à partir. Ray-Ban de soleil sur le nez, blouson Lacoste classieux, « beau gosse » comme il se nomme, fumeur de clopes en mode locomotive et tchatcheur polyglotte émérite, ce jeune homme inoubliable de vingt printemps dit par tous les moyens que lui offre sa langue la nausée que lui donne l'Algérie. Père assassiné par les islamistes, jeunesse saccagée, pauvreté chronique, sans passé et sans avenir, Etat dirigé par *« une marionnette »*, il dit préférer mourir de faim à l'étranger que d'humiliation chez lui.

Entre les deux, Lakhdar, grand gars maigre au visage émacié, regard brûlant, a été jeune soldat durant les événements et a assisté à des atrocités qui sont comme inscrites aujourd'hui sur son visage. Un nourrisson délibérément déchiqueté, qui lui fait penser à l'heure nocturne où l'on se confie à ses propres enfants dont il est séparé. Alors lui aussi fume à la lueur des braseros, grille sa clope aussi intensément que la vie l'a brûlé, et puis écoute Cheb Hasni, et pleure.

LIBÉRATION
7 mars 2018

CRITIQUE

CHANTS DE RUINES À OULED ALLAL

Par Luc Chessel
— 6 mars 2018 à 17:16

Beau et mélancolique, le film documentaire «Atlal», de Djamel Kerkar, donne la parole aux habitants d'un village du sud de l'Algérie ravagé durant la guerre civile.



Les années 1990 et 2000, la «décennie noire» en Algérie, auront été les pires pour les habitants du village. Photo Capricci.

«Il s'agissait de dire que tous les désespoirs sont permis.» C'est dans un entretien sur son film, *Atlal,* que Djamel Kerkar dit ces mots : les mots libérateurs et infiniment tristes, d'un film libérateur et infiniment triste, infiniment beau. Djamel Kerkar nous dit ce qu'il s'agissait de dire, ou de laisser dire : qu'ici, enfin, après tout, le cinéma permette aux désespoirs, qui sont plusieurs, de se dire eux-mêmes et de se chanter, comme on chante d'ordinaire tous les espoirs, à pleine voix. Licence poétique donnée à ce dont on ne peut parler - ce dont on ne fait que parler - ici. Ici : à Ouled Allal, le village qui avait cessé d'en être un, quelque part dans la grande plaine au sud d'Alger tout proche, vers la forêt et la montagne. Mais voilà qu'on vous fait la géographie d'avance, d'entrée. Ce n'est pas comme ça que ça se passe, on allait dire : au cinéma. Pas plus que les noms des hommes rencontrés ici, Abdou, Lakhdar, Ammi Rabah et les autres, ne nous sont si vite ou du tout révélés, par l'enchantement d'une poignée de main. Le film que nous voyons ne fait pas les présentations, il ne trace pas la carte, pas plus qu'il ne prétend nous raconter l'histoire à l'avance (en avance sur le temps qu'elle prend à être dite). Laisser dire et laisser chanter : il s'agit d'une tout autre affaire.

Exil

Djamel Kerkar est allé à Ouled Allal, il y a rencontré des gens. Il a fait un film sur ces gens et sur ce village, sur sa mémoire et son histoire, sur ce qui reste ou recommence de son futur. Les années 1990 et 2000, la «décennie noire» de l'affrontement sanglant entre les groupes armés islamistes et l'armée nationale, auront été pour Ouled Allal la fin de tout : la destruction du hameau, l'abandon des cultures, la mort ou l'exil forcé de ses habitants. Ouled Allal est devenu en Algérie un symbole de la guerre civile, mais ce n'est pas l'histoire que le film raconte, ou pas seulement. Tout commence par le titre. *Atlal*, «ruines» - un prologue aux

images rayées, elles-mêmes ruinées, tirées du témoignage anonyme et tremblant d'une cassette VHS d'époque : des plans sur les ruines d'Ouled Allal au plus fort de son absence, dévasté. Dès lors, il s'agira de faire un film à la hauteur de ces images : pas seulement celui de la renaissance du lieu ou du désespoir persistant de ses habitants, mais le film d'après ces ruines, qui regarderait ce qui en elles, sur elles, s'est relevé, mais sans trahir les images initiales, sans les oublier ni les recouvrir à toute force. Atlal est bien le film d'un recouvrement, dans plusieurs sens du terme, recouvrer ou recouvrir, le film d'un regain : mais cela passe par l'inverse, découvrir ce village et ces hommes, ou peut-être les «découvrer», si par chance le mot existe, tels qu'ils se découvrent eux-mêmes.

Après ces images trouvées, chaque plan du film devra trouver à son tour comment recommencer à voir, exactement comme ses personnages cherchent encore comment recommencer à vivre. Nous sommes ici, toujours, alors que les années ont passé, dans le temps du «juste après». Au début du film, après le prologue, un homme brûle les arbres fruitiers morts des années plus tôt, abandonnés peu de temps après avoir été plantés, une promesse desséchée qui était restée là. Près de ce feu, qui détruit pour replanter, il se met à parler. D'autres parleront à leur tour, les vieux et les jeunes, les générations. Ici, les hommes sont poètes, la vie oblige. Ils habitent une brèche entre le silence et la parole, dans le présent divisé. Tous les désespoirs sont permis, ceux du passé et ceux du futur, au présent.

Poésie

Ammi Rabah montre des photos dans le vent ; Lakhdar raconte son histoire dans le feu ; Abdou, le plus jeune, rappe et chante pour un avion qui passe - strie dans le ciel d'un souhait de grand départ. Kerkar dit que son titre, *Atlal,* est un mot de la poésie, la discipline qui chante les ruines. C'est ce qu'ils font tous, le film et ses personnages : trouver sur le moment une forme, provisoire et splendide, pour dire les mots libérateurs et tristes qui se laissent dire. (Dans le monde entier, à Ouled Allal, des jeunes écoutent de la musique sur les terrains vagues, les parkings, les voitures aux portes ouvertes. Ils rêvent de partir, chantent leurs textes sur une instru grésillante s'échappant du téléphone. Ecoutez Abdou dans Atlal, il parle.) Dans la nuit autour du feu, tourne la voix de Cheb Hasni, chanteur de raï assassiné en 1994, un autre symbole de ces années, pas seulement un symbole : la voix de toute cette histoire. Galou Hasni mat («ils disent que Hasni est mort»), chante Hasni juste avant de mourir, à même la collision des temps. Il chantait la même chose, sur un autre téléphone pour d'autres jeunes gens, dans le film de Hassen Ferhani, *Dans ma tête un rond-point* (2015), à la réussite duquel Kerkar a participé. Et aussi ce qu'il chantait en sourdine, identifié à Rimbaud, puis revenant à la fin du film comme un présage, dans *Rome plutôt que vous* de Tariq Teguia (2008). Le cinéma algérien est vivant : c'est le fantôme de Hasni qui le dit, on pourrait presque dire : qui le permet. Ouled Allal aussi est vivant, c'est Atlal qui le dit, qui se permet de le dire, animé du courage infini de la tristesse. ◂▸

Luc Chessel

***Atlal** de **Djamel Kerkar** (1 h 51).*

CAHIERS DU CINÉMA
mars 2018

Atlal

de Djamel Kerkar

Algérie, France, 2016. Documentaire. 1h51. Sortie le 7 mars.

Avec son premier film, Djamel Kerkar – monteur son de *Dans ma tête un rond point* de Hassen Ferhani, 2015 – s'inscrit dans le renouveau du cinéma algérien d'après la décennie noire (*Cahiers* n°720). Il revient sur les traces laissées par les années de guerre civile dans le village d'Ouled Allal, lieu stratégique de combat entre l'armée et les groupes islamistes, duquel les habitants avaient fui. *Atlal* est le film de ce territoire en transition, pris entre les ruines et les travaux de reconstruction. Dans sa première partie, le film suit longuement son propre parcours, et l'observation de l'espace du village ouvre sur des rencontres que l'on aimerait moins fugaces, tel le récit de cet homme qui travaille à redonner vie à son verger dévasté. C'est plutôt dans un second temps, lorsque Kerkar semble trouver ses véritables personnages – en particulier Abdou qui, à peine sorti de l'adolescence, est d'une lucidité terrible sur le destin de sa génération – et sa place auprès d'eux, que la caméra apparaît plus confiante et que le territoire se met à exister avec une vraie profondeur. À l'intérieur du petit groupe d'amis, les situations s'étirent, et par la parole, le raï ou le rap, Ouled Allal devient habité par les émotions de ceux qui ont grandi dans les années 90. C'est la nuit, en filmant leurs visages éclairés par le feu, qu'*Atlal* donne le mieux à sentir la mélancolie d'une communauté isolée qui cherche à se projeter dans la vie depuis un champ de ruines.

C. Bui

SOFILM
mars 2018

CAHIER CRITIQUE

ATLAL

UN DOCUMENTAIRE DE DJAMEL KERKAR

ACTUELLEMENT EN SALLES.

Vingt ans après la guerre civile, certaines régions de l'Algérie restent marquées par un conflit qui a détruit autant de villes que de vies. Djamel Kerkar parvient à saisir le témoignage de ces hommes bloqués entre un souvenir indélébile et un avenir impossible. C'est bouleversant.



Le mot arabe *atlal* veut dire littéralement «ruines». Mais ne vous inquiétez pas, il ne s'agit pas ici de livrer un énième sous-produit de *ruin porn*, à la sauce algérienne cette fois-ci. D'ailleurs, peut-on vraiment parler de ruines dans ce film? Celles filmées par Djamel Kerkar se trouvent précisément à Ouled Allal, territoire proche d'Alger où, pendant la décennie noire des années 1990, l'armée et les terroristes islamistes se sont battus de façon particulièrement intense et cruelle, détruisant tout immeuble, chassant toute famille. Vingt ans plus tard, les ruines de cette guerre sont devenues un espace absurde, une longue succession de terrains vagues qui ne sont entourés ni de la ville ni de la nature. Une terre verte mais pas fertile, une ville bétonnée mais inhabitable. Nulle trace de fascination morbide pour la destruction matérielle ici. L'effet est troublant : Kerkar nous montre que, même vingt ans après, c'est toujours «Algérie année zéro» à Ouled Allal.

Le film s'organise très harmonieusement comme une succession de deux jours et deux nuits. Le premier jour, la parole est absente et le film n'est occupé que par cette terre recouverte de vieilles cicatrices où tout effort de reconstruction nous semble incongru : un homme plie des barres de fer de façon aléatoire, un autre essaie de cadenasser la porte d'un grillage totalement de biais et qui ne semble pas bloquer l'entrée de quoi que ce soit. Une fille, seule présence féminine du film, s'amuse dans un plan épatant avec le seul jouet possible : le passage entre l'ombre et la lumière au bord d'une fenêtre. Mais c'est à partir de la première nuit qu'on rentre vraiment dans *Atlal*. Dans l'obscurité, il n'y a plus de ruines : seulement le feu pour se réchauffer et la parole des potes qui se retrouvent pour ne rien faire, pour fumer, pour babiller, pour lancer surtout quelques rimes : *«Je suis comme mort, seul avec mon joint.»*

NO FUTURE

Avec les jours et les nuits, ce sont aussi trois générations qui se succèdent dans *Atlal*, d'où ce sentiment d'harmonie, voire même de se trouver dans un endroit *agréable*. Prouesse de Kerkar, certes, mais qui tient surtout à la parole des personnages du film. Ceux de la première génération, qui ont vu le monde qu'ils avaient érigé détruit par la guerre. Si les ruines ne racontent même plus cette histoire, s'il n'y a pas de monuments ici qui servent de lieux de mémoire, il ne reste plus que des hommes à la mine déconfite pour en témoigner : *«Que voulez-vous que je vous dise, l'histoire est longue»*, dit un cul-de-jatte suite aux blessures de la guerre, les larmes aux yeux. Dans leurs discussions, impossible d'aller ailleurs dans leurs souvenirs : la guerre a arrêté le temps dans leurs vies bloquées par une mémoire amputée et dont ils portent les traces physiques. La génération de ceux nés en temps de guerre, qui ont grandi bercés *«par le bruit des bombes et des AK47»*, regarde vers l'avenir. Ils regardent les vieilles ruines et les jeunes bâtiments vaguement en construction, bref : ils regardent dans le vide. *«Ce n'est pas du terrorisme, ça? Regarde, quand tu arrives à Ouled Allal : il n'y a pas d'eau et pas d'électricité. Si tu sors la nuit, tu risques de tomber dans un trou, et tu n'existes plus. La nuit laisse place aux chacals, aux chiens errants.»* Et aux hommes errants : c'est la bouleversante apparition, dans la dernière nuit du film, de la «génération du milieu», vraie génération perdue. Celle d'une jeunesse qui a dû faire la guerre alors qu'ils la comprenaient à peine. Leur mémoire à eux est carrément une blessure. Il faut entendre le témoignage déchirant de Lakhdar, qui se rappelle ce jour où, à 20 ans, il a ramassé un bébé de sept mois déchiqueté. Dans cette terre où rien ne bouge, la nuit tombe et le jour se lève, et l'âme des hommes leur dit de partir. Dans son film, Kerkar touche ce feu qui les réchauffe sans se brûler les ailes. •

FERNANDO GANZO

COURRIER DE L'ATLAS
mars 2018

TERRE FATALE

Immersion dans un village dévasté par la guerre, le premier film du documentariste algérien Djamel Kerkar séduit par sa force de proposition.

PAR ABDESSAMED SAHALI

Voila maintenant plus de dix ans que la guerre civile algérienne, dite « décennie noire » s'est estompée mais ses stigmates en sont encore douloureux. Dans les chairs et les corps bien sûr mais aussi dans les paysages. C'est un peu le sujet de ce beau documentaire, voyage humain mais aussi topographique. Pour ce faire, le cinéaste Djamel Kerkar s'est ainsi attaché à la commune de Oulled Allal qu'il définit lui-même comme un « territoire suspendu ». Dans cette région de la Mitidja, autrefois réputée pour ses terres agricoles, on y voit ainsi un homme enfin content que les arbres fruitiers repartent de leur production. Les plantations rasées ou incendiées pendant la guerre reprennent peu à peu vie. En plein « Triangle de la mort », cette zone avait alors il est vrai subi de lourds affrontements entre milices islamistes et armée régulière de par sa position géostratégique aux portes de la capitale. Le film commence par une bande vidéo récupérée des décombres. Pas de voix off, de narrateur qui viendrait perturber l'agencement magistral qui se donne à voir. Juste des images du village au tout début de sa destruction. On y découvre des ruines, qui font penser aux ruines actuelles, celles encore présentes depuis ou celles, qui, de chantiers inachevés en reconstructions éternellement en cours s'en rapprochent. Des ruines, « Atlal » en arabe. De bâti en bâti, de personnage en personnage, le film joue sur des sensations visuelles et des témoignages. Un jeune qui ne souhaite que fuir vers l'Europe et qui passe ses soirées à se vider la tête avec ses amis en chantant du hip hop. Et qui, à seulement 20 ans, garde encore la trace de la fuite, enfant, du village où il est né. Une belle et longue séquence résume d'ailleurs cette situation. Elle se tient la nuit autour d'un feu et d'un poste de musique. Chacun y vient se raconter, donner de ses nouvelles, évoquer ses peines et ses espoirs. Les femmes, absentes à l'image, car absentes de l'espace extérieur, y occupent nombre de conversations. Amours perdues, conquêtes à venir ou famille délaissée... Il y a quelque chose de triste dans ce portrait en coupe, une espèce de fatalité qui peut sembler désespérante tant le temps semble passer et filer sur les idéaux de chacun. Un vieil homme nous montre à l'écran une série de photos qui raconte sa vie. Depuis tout jeune homme jusqu'à ses dernières années vaillantes, on le voit se raconter comment il a aussi lutté pour préserver dignité et courage face à l'adversité. Et puis aussi, des discussions sur une terrasse de café où l'on évoque la folle résistance des derniers à être restés au village pendant la guerre.

A la suite de ses compatriotes de plus en plus nombreux à faire impression dans le cinéma documentaire, Djamel Kerkar avait reçu pour ce film le Prix Premier consacré à un nouveau cinéaste du Festival International du Documentaire de Marseille. On attend la suite avec impatience.

LE MONDE
7 mars 2018

Films noirs et lumière du sud : notre sélection cinéma

Chaque mercredi, dans « La Matinale », les critiques du « Monde » présentent les meilleurs films à découvrir sur grand écran.

LE MONDE | 07.03.2018 à 06h35 • Mis à jour le 07.03.2018 à 07h47



Premier long-métrage de l'Algérien Djamel Kerkar, ce documentaire chronique dans une veine impressionniste Ouled Allal, ville située à mi-chemin entre Alger et le maquis du Groupe islamique armé, qui fut mise à feu et à sang à partir de 1992. Sa population la déserta, laissant derrière elle un village en ruine. Le cinéaste y retourne aujourd'hui pour voir s'il y a encore âme qui vive, et si ces âmes parlent. Filmant longuement les ruines et les bâtiments en construction, les arbres abattus, la nature traumatisée et pourtant renaissante, le vent qui souffle, un chien qui joue, des hommes qui tentent comme ils peuvent de se reconstruire, il nous rapporte, dans ce film, âprement ressenti, le fruit de trois rencontres essentielles.

Trois hommes, de générations différentes, chassés de chez eux par les islamistes, qui nous disent qu'avoir 20 ans en Algérie, c'est faire, peu importe la date à laquelle on les vit, l'expérience stoïque de la guerre, de la pauvreté, de la souffrance. Il y a, dans ces récits d'hommes confrontés à la rudesse de leur pays, brûlant rageusement leurs cigarettes dans la nuit, une dureté, une humanité, une émotion qui, cadrées à corps perdu dans une ville comme abandonnée, nous font signe fraternellement. **Jacques Mandelbaum**

Documentaire algérien de Djamel Kerkar (1 h 41).

ONORIENT
4 mars 2018

PAR EVA TAPIERO / 4 MARS 2018

ATLAL : QUAND L'ALGÉRIE SE TIENT FACE AUX RUINES ET FAIT RESSURGIR SA MÉMOIRE

« Se tenir face aux ruines pour faire surgir sa mémoire », c'est le sous-titre poétique choisi pour présenter ce superbe documentaire. Avec une grâce tranquille, Djamel KERKAR offre un regard intelligent et sensible, sur des terres et des êtres, maltraités. Il nous raconte un passé algérien douloureux, face à un avenir incertain, en construction.

Atlal est le premier long métrage de Djamel Kerkar, il sort mercredi 7 mars en France.

Rencontre dans un café parisien.

Que souhaitiez-vous faire ressurgir en laissant les spectateurs se tenir face aux ruines ?

Le film commence sur cette idée. J'avais au départ un désir de cinéma autour d'une région qui a été livrée à l'islamisme radical pendant les années 90 et qui en porte encore les traces. Le film devait se tourner autour de ça. Et puis en faisant les repérages je suis tombé sur ce petit village, Ouled Allal, qui comportait tout ce que je voulais filmer, et sur un périmètre maitrisable à échelle humaine, je pouvais tourner tout seul ; cela avait inscrit le film dans un contexte qui allait marquer la forme du film.

Le point de départ c'est de dire qu'à travers cet espace segmenté en deux parties : une partie dans laquelle on a encore les traces de ce qu'il s'est passé pendant les années 90 et une deuxième partie qui est toujours en reconstruction, donc marquée par une pulsion de vie très forte. Cette dualité m'a tout de suite intéressé.

L'idée d'absence est incarnée par ce mot là, Atlal, qui littéralement traduit en français donne ruines au pluriel et qui a une charge historique et culturelle dans la poésie arabe, qui voudrait dire se tenir face aux ruines pour faire ressurgir sa mémoire à travers ce qui reste.

> “ Le film a été marqué par cette première idée, qui moi m'avait fortement touché : dire qu'une ruine n'est pas seulement un amas de pierre ”

Au départ le film n'était pas écrit, il est parti d'une intuition et il s'est écrit au fur et à mesure en fonction de ce qu'il y avait sur les lieux. C'est à dire que je ne viens pas placarder des idées reçues ou des envies ou des fantasmes ou des choses de cet ordre là. Si on va voir un producteur et on dit « j'ai envie de filmer un amas de pierres qui reste par rapport aux années 90 », il va répondre mais c'est quoi le sujet ? Mais justement l'enjeu cinématographique, c'est à dire le désir filmique, et l'essence de ce film, part de ce point de vue là. De dire qu'un espace déserté est aussi habité par des choses et que l'image et le son associés pourraient faire ressurgir ça.

Vous nous expliquez que le film n'était pas écrit en avance, y a-t-il eu des choses qui vous ont surpris au cours de sa construction ?

Oui. Une des premières choses qui m'a beaucoup marqué en arrivant sur les lieux c'est cette dualité entre présence et absence et la pulsion de vie qu'on pouvait ressentir sur les lieux. L'espace où il y a les ruines, où il a encore des ruines d'ailleurs, parce qu'elles disparaissent jour après jour, les gens reviennent pour reconstruire. Il y avait une charge émotionnelle que je ressentais à cet endroit. Il y avait une ruine et en grimpant dessus, on pouvait voir des hommes, vieux ou moins vieux, qui reconstruisaient leurs maisons tout seul avec acharnement, sous un soleil de plomb, et toute la première partie du film est marqué par cette pulsion de vie et par ce paysage dramatique.

Vous avez laissé beaucoup de silence, surtout dans la première partie du film. Pouvez-vous nous expliquer ce choix ?

Je ne pourrais pas le rationaliser ou le conceptualiser comme une démarche artistique mais ça a toujours habité mon travail. Mes courts métrages étaient également dans cette démarche là. Je reviens à l'idée de désir filmique. Pour moi le silence peut être aussi un langage. L'enjeu pour un réalisateur ou créateur c'est de formaliser ce langage pour qu'il devienne parole ou sensation ou sens.

Pour ce film, il y a une articulation qui s'est opérée au fur et à mesure. Comme je le disais, j'avais un corpus d'idées mais le film n'était pas écrit, donc toute cette première partie elle dit aussi que je cherche, moi, ma place dans ce territoire et au fur et à mesure il y a quelque chose qui s'articule.

J'ai toujours un problème quand je vois des films documentaires hyper élaborés, très écrits, le personnage arrive, dès la première minute on dépose une sorte d'arc dramatique.

> “ J'ai trouvé que c'était beaucoup plus intéressant de chercher, de dire que voilà, la recherche est aussi une forme d'écriture et qu'on pourrait l'inclure dans une écriture filmique. Et en fait, un film a commencé à s'écrire non pas sur des gens mais avec des gens. ”

Je ne connaissais personne sur ce lieu mais au fur et à mesure je partage des choses avec ces gens et il y a une affinité qui se crée et s'installe sur le temps. Et je pense que si on ressent à un certain moment une forte émotion, c'est parce qu'il y a eu ce temps d'adaptation, on a laissé le temps de voir, de sentir, d'écouter.

Le silence qui est au départ, permet une installation à la parole qui est beaucoup plus intense.

Il y a un grand absent dans ce film, ce sont les femmes, quelles raisons à cela ?

Eh bien, c'est un fait social. Et pour l'instant personne ne l'a réparé ; et un film ne pourrait pas le réparer. Comme mon désir était autour d'un territoire extérieur, qui est essentiellement habité, occupé par des hommes, le film s'est articulé autour de ces histoires d'hommes. Mais comme je le disais, là aussi justement il y a une dualité présence / absence et l'absence des femmes devient une présence, ce silence devient une parole.

Donc oui, il y a une absence qui dit des choses sur un fait social et en même temps il y a ces hommes qui occupent cet espace de manière segmentée, arbitrairement, parlent tout le temps des femmes. Les femmes habitent leurs imaginaires, pensées, désirs, sensations, frustrations aussi. Et d'ailleurs les hommes un peu plus vieux ont un rapport à la terre qui est quasiment charnel, une sorte d'image de terre mère.

> “ Finalement, je ne suis pas sur que tout ce qu'on ne voit pas n'existe pas. ”

A un moment, il y a l'apparition d'un véritable personnage. Ce n'est pas une fiction mais on peut dire qu'Abdou incarne vraiment un personnage. Comment l'avez-vous rencontré et filmé ?

Adbou oui clairement c'est un personnage charnière en fait. C'est très juste de dire personnage.

> “ Quand je l'ai rencontré, c'était à la moitié du tournage et je filmais beaucoup très tôt le matin, avec des gens qui travaillaient sur les chantiers ou sur la terre. Avec Abdou j'ai glissé du jour à la nuit. ”

A ce moment là, je me suis vraiment rendu compte que je faisais un film sur une géographie, avec des strates et des glissements. Et je glisse du silence à la parole, du jour à la nuit, de l'absence à la présence. Et Abdou oui c'est très juste de dire que c'est un personnage parce qu'il se saisit de la caméra comme un acteur se saisit d'un film, d'un scénario. Dès la première rencontre je savais que j'allais filmer avec lui, que c'était impératif et lui était partant pour ça. Filmer c'est aussi un flux entre le « filmeur » et le filmé et il était très conscient de cet enjeu là.

> “ Toutes les autres personnes que j'avais filmé avant étaient vraiment ancrés avec gravité dans le réel, et Abdou c'était le moyen de décoller dans le film. Et il a apporté ça. Il y a énormément de choses qui viennent de lui. ”

Ce n'est pas un film classique, c'est même audacieux, qu'auriez-vous envie de dire à des futurs spectateurs ?

C'est une question très difficile. J'ai fait le film que je voulais faire, et pour le partager avec des gens, peu importe où ils sont.

> “ Mon désir est de faire du cinéma et le cinéma n’a pas de territoire, de frontières géographiques. Donc j’espère que ce film pourra créer des choses chez un public, peu importe d’où il vient et quelle est son histoire. ”

Le cinéma n’a pas de territoire, bien sûr. Mais il y a parfois des territoires qui ont des liens et des histoires plus proches, et pas seulement un rapport universel. C’est le cas de l’Algérie et de la France. Cela a peut être des résonances différentes qu’il sorte ici ?

Oui justement. Je pense, en revoyant mon film et en voyant ce qui sort ici en France, le film ne correspond pas à ce qu’on s’attend de voir d’un film Algérien.

Qu’attend-on d’un film algérien ?

Je sais pas… il y a eu quand même une grande domination pendant un moment du rapport hommes machos femmes battues…

Le film essaye juste de raconter l’histoire d’un territoire. Ce territoire est occupé par des êtres et il y a des arbres et il y a des ruines, des nouvelles constructions et tout ça fait un film.

CRITIKAT
6 mars 2018

TERRITOIRE DE LA MÉMOIRE, par Damien Bonelli

Atlal

réalisé par **Djamel Kerkar**

Pour son premier long-métrage, récompensé au FID lors de son édition de 2016, Djamel Kerkar investit le village d'Ouled Allal, victime de cette décennie noire (1991-2002) qui jeta le peuple algérien entre les feux croisés des islamistes et de l'État. *Atlal* est porté par un double mouvement : d'un côté, répondre à l'urgence d'enregistrer, en temps réel, sans écriture préalable ni repérages, les vies de ces communautés abandonnées des pouvoirs publics ; de l'autre, prendre tout le temps nécessaire pour faire remonter une parole enfouie comme l'eau d'un puits asséché par la politique de la terre brûlée. Avec une extrême précaution, Kerkar commence par approcher les habitants dans leurs tâches quotidiennes, lesquelles alternent des travaux de maçonnerie effectués avec les moyens du bord et la destruction de vergers sans fruits, que le traumatisme a tétanisés, comme ceux qui les ont plantés.

Dix-sept ans après la « concorde civile » décrétée par Bouteflika, ces localités isolées de la Mitidja sont plongées en pleine déréliction, privées des services de base qui se font pourtant cruellement ressentir, la présence de l'État se résumant aux patrouilles d'une armée indifférente, voire fantomatique. Dans ce vacuum administratif, imams et mosquées remplissent une fonction structurante dans la vie de tous les jours. Les femmes, elles, sont délibérément laissées dans le hors-champ des foyers, domaine dont elles ont la prérogative. *« Il aurait fallu faire un tout autre film, tourner en intérieurs, avec une autre équipe et un dispositif différent »*, a justifié le cinéaste lors d'une conférence de presse.

Progressant par cercles concentriques sur les ruines mêmes du hameau, *Atlal* guette avec une infinie patience (et un sens de la durée que d'aucuns jugeront excessif) les larmes qui finissent par irriguer les visages minéraux de ces hommes à l'évocation de l'humiliation, de la terreur et des disparitions qu'ils ont endurées année après année. Et pourtant, alors que le verrou des émotions finit par sauter chez les pères, ce sont les fils, nés en plein cauchemar, qui font fuser la nuit venue, sur fond de rap, une parole affranchie des non-dits, magnifique ordonnée de l'abscisse encore et toujours dévastatrice de la guerre civile. Pour qui sait ce qu'il en coûte de délier la langue des Algériens sur ce sujet tabou, *Atlal* comble le vide laissé par les images longtemps inexistantes d'un huis-clos à ciel ouvert. En l'absence d'un catalyseur dramaturgique et métaphorique aussi formidable que l'abattoir de *Dans ma tête un rond-point*, son impact paraîtra peut-être moindre que le documentaire choc d'Hassen Ferhani. Il n'en fera pas moins obstinément son chemin en nous, confirmant au passage l'éclatante vitalité du cinéma algérien.

CHACUN CHERCHE SON FILM
16 février 2018

Critique de la rédaction



Atlal (ruines en arabe) est un film saisissant. En 1996, dans le village de Oulled Allal, les combats ont été acharnés entre les islamistes et l'armée. Bilan, le village est détruit et les fantômes des souffrances passées peuplent toujours les ruines.

La force du réalisateur Djamel Kerkar est de nous proposer un voyage sans concession dans ce village où les habitants reviennent peu à peu. D'abord sans paroles, comme si la rencontre avec les habitants ne pouvait se faire qu'après une période de recueillement, le film devient de plus en plus prolixe en terme d'oralité lorsque les habitants se livrent à la caméra. On ne voit que des hommes, le plus souvent désabusés, amers, ou cyniques. Ils parlent de leur guerre, pas forcément la même, et des souffrances qu'ils endurent. Pourtant à côté des ruines, les maisons et immeubles sont en construction. Malgré cela, le village reste mort, car plus personne ne croit en son avenir. Quand les habitants en parlent, c'est forcement pour partir ailleurs. L'espoir n'existe plus à l'intérieur d'Oulled Allal, la guerre a créé une trop grande plaie. Les islamistes ont réussi à faire perdre aux habitants leur innocence et leur joie de vivre. La superbe séquence finale où l'on voit quelques-uns des jeunes discuter autour d'un feu et écouter de la musique est d'une beauté terrible. En effet le feu brûle au pied de la caserne autour de laquelle les soldats effectuent une ronde régulière. Comme si le temps s'était figé à Oulled Allal.

L.S.

RADIO SOLEIL - NAOUEL AMRAOUI
3 mars 2018

https://drive.google.com/file/d/1FCi1O2RE0KIBYeMA1RmWH-C6dQrqzH5Z/view?usp=sharing

LE MONDE
19 juillet 2016

Cinéma : les mille visages d'une jeunesse sans espoir au FID

Au Festival international de cinéma de Marseille, qui se déroulait du 12 au 18 juillet, plusieurs films ont fait écho aux secousses actuelles de la société.

LE MONDE | 19.07.2016 à 09h17 • Mis à jour le 20.07.2016 à 10h59 |

Par **Isabelle Regnier**

(...)

Comment vivre quand le monde vous fait miroiter des trésors mais ne vous offre que misère et humiliation ? Dans *Atlal*, de Djamel Kerkar, les jeunes d'Oulet Allal, village algérien meurtri par le terrorisme, croupissent sans travail, abandonnés par le pouvoir politique, sans autre horizon que la fuite à l'étranger, le crime ou la mort. Ils se retrouvent le soir autour d'un feu de camp pour parler de filles, boire des bières, fumer des joints et rapper. Lyriques et calmement enragés, forts de cet humour ravageur qui fait l'élégance des désespérés, ils inventent une langue poétique, brûlante et musicale, dont les accents rappellent le très beau *Dans ma tête un rond-point*, de Hassen Ferhani, présenté lui aussi au FID, en 2015.

LIBÉRATION
19 juillet 2016

LE FID EN BOUSSOLE AFFOLÉE

Par Luc Chessel Envoyé spécial à Marseille
— 19 juillet 2016 à 17:51

Fictions, docus, premiers films : durant une semaine, le rendez-vous marseillais, plus que jamais défricheur, a révélé de nouveaux regards sur la violence du monde actuel.



PARTAGER TWEETER

«Atlal», de Djamel Kerkar. Photo Prolégomènes

(...)

Révolte réprimée

Atlal, premier film de Djamel Kerkar, dont le titre signifie «ruines», parcourt un village de l'arrière-pays d'Alger ravagé dans les années 90 par les affrontements entre le Groupe islamique armé (GIA) et l'armée nationale. Ce qu'il reste (ou ce qu'il y a) à vivre, pour ses habitants, dans un endroit qui tente encore de se reconstruire, s'identifie à ce qu'il y a (ou ce qu'il reste) à filmer. Quelque chose qui est à chercher, plutôt qu'à montrer simplement du doigt, quelque chose qui ne saute pas aux yeux, qu'il faut reprendre sans cesse et dont toute la vie dépend. Apprendre à voir autre chose que les ruines : c'est l'effort libérateur ici partagé entre les personnages, le film et son spectateur. *Atlal* a reçu le premier prix du FID ainsi qu'une mention spéciale du jury.

CAHIERS DU CINÉMA
septembre 2016

« *Atlal* de Djamel Kerkar, prix mérité du premier film, s'attarde sur la jeunesse d'une petite ville d'Algérie, sorte de planète éteinte à la dérive, pour cartographier un pays traumatisé après la guerre civile des années 90. Le rythme du film nous fait passer du jour à la nuit, d'une génération ayant vécu au grand jour à celle vivant dans l'obscurité, et qui, par la musique (des mots qu'ils emploient dans une joute poétique et celle qu'ils écoutent) tente de ré-innerver ce bout de terre abandonné. Cette année, l'acte de résistance le plus efficace résidait dans une croyance infaillible dans le territoire et son pouvoir de régénérescence »

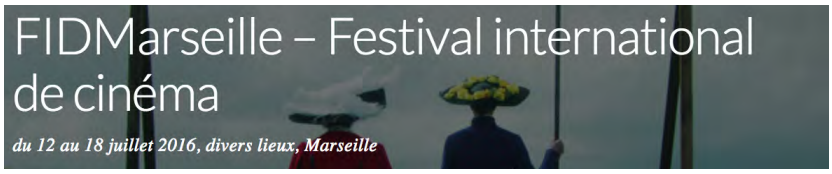
- Hugues Perrot

POSITIF
octobre 2016

« Des ruines, le film de Djamel Kerkar, *Atlal* en arabe, saisit à la fois la puissante inspiration poétique et la valeur du témoignage. À Oulled Allal, au sud d'Alger, la guerre est passée et a tout détruit, comme le montrent les images d'archive qui ouvrent le film. Pourtant, restent dans ce village des irréductibles acharnés à reconstruire, qui se confient : la génération qui a vécu la guerre d'indépendance puis le terrorisme, et celle des jeunes qui chantent leur désespoir au rythme du rai et du rap. Prix du Premier Film et mention spéciale du prix du GNCR, le film trouve un lyrisme qui fait passage vers le dernier sommet du philippin Lav Diaz ».

- Elise Domenach

ART PRESS
25 août 2016



Dans Atlal, film franco-algérien réalisé par Djamel Kerkar (Compétitions Française et Premier, Prix Premier, Mentions spéciales des jurys du Prix Institut français de la critique en ligne et du Prix GNCR), la musique et le chant (en l'occurrence le rap) se font alliés indispensables. Dans ce long-métrage filmé à Ouled Allal en Algérie, des enregistrements datant de la fin des années 1990 montrent le village et ses environs en grande partie détruits par les actes terroristes et les violentes opérations militaires qu'a connus le pays à cette époque. S'y ajoutent différents portraits qui décrivent la situation actuelle, dont ceux de jeunes adultes nés dans ce contexte. Pour eux, les perspectives d'avenir sont assez sombres, d'où l'importance de ces soirées autour d'un feu, à écouter de la musique sur laquelle ils slamment leurs frustations. Les maisons se reconstruisent plus facilement qu'un être humain.

Aurélie Cavanna

HUFFPOST MAGHREB
19 juillet 2016

"Atlal" de Djamel Kerkar remporte le premier prix du FID de Marseille

Rédcation du HuffPost Algérie
Publication: 19/07/2016 12h09 CEST | Mis à jour: 19/07/2016 12h10 CEST



La nouvelle génération de cinéastes algériens poursuit son impressionnant parcours jalonné de prix internationaux.

C'est au tour de Djamel Kerkar, de marquer son nom en lettres d'or à la 27e édition du prestigieux Festival International de Cinéma de Marseille (FID de Marseille), tenu du 12 au 18 juillet,

Son film, Atlal (ruines ou vestiges en arabe) a remporté le 18 juillet le premier prix du FID et la mention spéciale du jury. Premier long métrage (100').

On est à Ouled Allal, bourgade qui fut le théâtre à l'automne 1997 d'une opération militaire de sinistre mémoire qui l'a alors éradiquée. Puis Ouled Allal, aujourd'hui.

Le silence, toujours, mais les herbes folles, plus drues, plus denses y côtoient de nouveaux bâtiments tout juste sortis de terre ou en chantier, silhouettes fantomatiques. Un paysage où prennent corps, un à un, des visages et des récits d'hommes.

Des paroles longuement déployées qui esquissent des Histoires différentes, affaire de générations.

Depuis cette modeste terre se dessine, d'un temps à l'autre, tout un monde hanté par la guerre, entravé, pris entre la mémoire figée des combats d'avant-hier et celle impossible, confisquée, des disparus et des massacres restés impunis.

Se souvenir ? Partir ? Un monde dont l'Histoire reste encore à écrire et dont les révoltes, les désirs et les rêves ne trouveraient de place qu'en chanson ou dans ces trois lettres inscrites sur un mur, MCA, le mythique club d'Alger. Et où se laissent deviner les ruines, moins visibles celles-ci, d'une société tout entière, ses non-dits, ses défaites et les frustrations de la jeunesse aujourd'hui.

Né en 1987 à Alger, Djamel Kerkar , a passé une partie de son enfance à Tunis. Il a fait partie du ciné-club Chrysalide d'Alger qui a été une école de cinéphilie mais aussi un véritable incubateur de cinéastes.

Kerkar a suivi une formation de réalisateur à l'ESAV de Marrakech (Ecole supérieure des arts visuels) financée par la Fondation suisse Susanna Biedermann.

Son premier court métrage en noir et blanc de 13', s'intitulait Arkhabil (Archipel), en 2012. Il est aussi l'auteur de Earth is full of ghosts (Le monde est plein de fantômes), une fiction inspirée de la pièce d'Albert Camus, Le malentendu.

Djamel Kerkar: "Au lieu de faire un film sur les gens, j'ai voulu le faire avec eux"

HuffPost Algérie | Par Sabrina Khelil

Publication: 11/09/2017 14h05 CEST | Mis à jour: 13/09/2017 12h49 CEST



Djamel Kerkar est le réalisateur du documentaire Atlal, projeté au 2e jour des 15e rencontres cinématographiques de Béjaia (RCB) qui se poursuivent jusqu'au 15 septembre.

Ce long métrage, le premier de son réalisateur, a déjà remporté plusieurs prix dont celui du meilleur long-métrage documentaire du FCAT en 2016 à Marseille. Il aborde le sujet de l'après-décennie noire, dans la commune de Ouled Allel, qui avait été pendant les années 90 l'une des bases arrières des Groupe islamiques armés (GIA) et qui a été prise d'assaut par l'armée algérienne en septembre 1997.

Pour le *HuffPost Algérie*, Djamel Kerkar a accepté de répondre à quelques questions.

La première partie de "Atlal" est très silencieuse. Et puis peu à peu la parole se libère autour de cette tragédie. Comment êtes-vous parvenu à recueillir les différents témoignages ?

Il n'y a pas eu de système de mise en scène ou de manière de filmer. Au lieu de faire un film sur les gens, j'ai voulu le faire avec eux. C'est venu au fur et à mesure, sans forcer.

Avez-vous rencontré des difficultés lors du tournage du film?

Non pas vraiment. Nous avons obtenu toutes les autorisations nécessaires avant de commencer à travailler. Il a fallu faire un synopsis. Et le fait d'avoir choisi cette thématique n'a jamais posé problème. D'un point de vue technique, chaque jour de tournage était une leçon pour nous.

Pour ce film, j'ai fait l'image et le son. Il y a eu donc énormément de choses que je ne connaissais pas. Au-delà des choix de mise en scène, le fait de manipuler une machine pour capturer des témoignages, des histoires, un lieu et sa complexité ça m'a permis de me libérer de toute contrainte idéologique et historique.

Travailler sur de la décennie noire, c'est quelque chose que vous vouliez faire depuis longtemps ?

La décennie noire, ce n'est pas ce qui m'anime. Ce qui m'anime, c'est l'idée de mémoire, de résilience de la population. En termes de représentation cinématographique ou photographique, les gens qui sont en bas, qui n'ont plus rien, n'existent pas. Je voulais absolument recueillir leur histoire, leur mémoire. Je voulais avant tout faire un film sur la dignité du peuple.

LE BILLET (Suisse)
22 juillet 2016

FID Marseille | Rencontre avec Djamel Kerkar pour ATLAL

By **Milena Pellegrini** - Juil 22, 2016 385 0



Djamel Kerkar

Atlal de l'Algérien **Djamel Kerkar** (Prix premier film, Mention spéciale du Jury de la Critique en ligne, Mention spéciale du Groupement National des Cinémas de Recherche) et *Crève coeur* du Français **Benjamin Klintoe** (Grand prix de la Compétition française, Mention spéciale du Centre National des arts plastiques, Mention spéciale du Jury des Lycéens et Mention spéciale du Jury Marseille espérance) étaient les grands vainqueurs de cette 27ème édition du FID. Une programmation audacieuse, tout comme le palmarès, qui a mis à l'honneur les prises de risques formelles et narratives. *Crève coeur* explore la marginalité et questionne la normalité dans une communauté insoupçonnée, installée dans une maison d'une petite ville de l'Est de la France. Un film particulièrement apprécié par les jeunes car primé par deux Mentions spéciales de la part du Jury des Lycéens et du jury Marseille espérance.



Le grand prix de la Compétition internationale est revenu à **Ignacio Agüero** pour *Como me da la Gana II*. Il y a trente ans, le cinéaste réalisait pendant la dictature de Pinochet un film où il interrogeait ses collègues sur l'essence du cinéma et leur pratique de celui-ci. Il revenait cette année au FID avec un deuxième volet mélangeant des discussions avec de plus jeunes cinéastes ainsi que des images d'archives. Pas de récompense pour le film suisse, *Occupy de pool* de **Kim Seob Bonsinsegni**. Le cinéaste s'est immergé dans le quotidien d'un groupe de jeunes genevois dont les membres évoluent au rythme de leurs propres règles dans le milieu underground de la ville. *Occupy de pool*, dont le titre fait référence aux mouvements « Occupy », questionne les modes d'action d'une nouvelle génération souhaitant souvent rompre avec le legs de leurs parents.

Retrouvez l'émission « La grande table d'été », sur France Culture, enregistrée sur la terrasse du MUCEM en présence de Kim Seob Bonsinsegni.

Atlal, dont le Rough cut avait été présenté à Visions du Réel en avril dernier, demeure de loin notre coup de cœur de cette édition du FID. Le village de Ouled Alllal, à quelques kilomètres d'Alger, a été ravagé par la guerre civile des années 90. « Il y avait les militaires, les terroristes et le peuple au milieu », explique **Djamel Kerkar** en soulignant qu'il n'est pas historien. C'est précisément ce peuple vers lequel le cinéaste décide de se tourner afin de « revenir à l'essentiel ». Le film s'ouvre avec des images VHS, tournées par un architecte algérien à la fin de la guerre. Comme dans une continuation de ce travail, **Djamel Kerkar** revient sur ces terres pour documenter les traces du passé, prêtes à disparaître, mais paradoxalement ineffaçables. Car c'est bien le présent et l'immédiat qui intéresse le cinéaste. Ce présent il l'explore en partant de l'univers matériel du village, ses ruines (Atlal en arabe), ses espaces, ses arbres pour arriver à saisir cet univers abstrait, intime mais si puissant qu'est celui de l'évocation de la mémoire, de la violence et de ses traumatismes. En s'immergeant dans le quotidien de plusieurs générations du village, *Atlal* explore non seulement le présent mais également la perception du futur par ses plus jeunes habitants. Semble alors se dessiner un futur hanté par un passé qu'ils n'ont pas intimement connu. Pourtant, les images, rythmées par du raï et des textes écrits par cette jeunesse souvent perçue négativement, transmettent une vitalité, un humour et du bon sens bel et bien présents dans cet espace où tout semble mourir.

Propos recueillis par Milena Pellegrini.

Quelle est la genèse du film? Et quel est ton lien avec le village de Ouled Allal ?

Le film est né d'un désir très fort, une nécessité de faire des images dans ce village de Ouled Allal qui n'est pas très loin d'Alger mais qui est vraiment occulté de l'histoire. J'étais fasciné par le fait que juste en traversant un pont qui relie une petite ville de la banlieue d'Alger, j'avais l'impression de faire un voyage dans le temps et d'être encore dans les années 80. Il y avait quelque chose de tragique mais parfois de beau qui ressortait de ce territoire suspendu. Alors que les traces des années 80 lors du début du terrorisme, de la guerre des années 90, sont encore présentes, il y avait une pulsion de vie touchante qui se dégageait de chaque mouvement autour des ruines. Ces enfants grandissent dans un territoire où il y a des ruines de guerre et à côté de cela, il n'y a que la vie qui compte. Le fait de construire une maison tout seul, en famille, entre frère. C'est surtout ça qui nous a poussé à faire le film, sans attendre personne. On a commencé le film avec des bouts de ficelle et au fur et à mesure le film a commencé à s'écrire. Il s'est écrit avec les gens et pas sur eux. C'est important.

Tu n'as pas fait de repérage, pourquoi ?

Il n'y avait pas de repérage à faire. Tout était là. Le désir de filmer était autour de ce qui était visible, mais la dimension invisible ne pouvait pas être anticipée par une écriture. Si on l'anticipe on la cadre, on la verrouille dans des choses déjà dites et déjà faites. Le fait de ne pas passer par un cheminement classique d'un film documentaire nous donnait beaucoup de liberté, mis à part le fait qu'on avait des intentions qui servaient de carte de navigation dans ce territoire, on se permettait tout.

Tu n'aimes pas le terme « donner la parole », tu préfères « afin que la parole se libère »...

Je trouve que c'est très arbitraire de dire « donner la parole ». Ca implique un positionnement de supériorité. Je n'ai pas vécu dans ce village. « Donner la parole » c'est quadriller quelque chose et le prendre de haut. Tout est là: dans les expressions des corps, dans les maisons, dans les ruines, dans la manière dont les gens interagissent entre eux. Pour qu'il y ait parole, il fallait du temps et je savais que j'allais prendre tout le temps qu'il fallait pour y arriver. Le temps est très important dans une écriture filmique où il faut aller vers les gens en essayant de provoquer des choses avec eux. Je savais pertinemment que ça allait prendre du temps pour que mon imaginaire se confronte à leur imaginaire. Avec cette approche on pouvait rencontrer des trajectoires complètement différentes. On a un jeune qui a 20 ans et une personne de 80 ans et ils ont des visions complètement différentes. Finalement, l'écriture du film s'est faite naturellement autour du village et des gens qui font le village.

Comment s'est fait le montage ? Comment as-tu choisi les protagonistes à inclure dans le montage ?

Faire un montage c'est faire des choix. On a passé beaucoup de temps là-bas. Le montage je le considère comme des expérimentations et pas une quête de sens. Les gens que l'on rencontrait, quand ils nous livraient quelque chose c'était très précieux et il fallait le respecter par le montage.

IL Y AVAIT UNE DÉMARCHE ÉTABLIE DÈS LE DÉPART: ARRIVER DANS UN VILLAGE QUI PORTE ENCORE LES STIGMATES D'UNE GUERRE, PARTIR DU VISIBLE POUR ARRIVER DANS LA DIMENSION INVISIBLE QUI EST DE L'ORDRE DE LA MÉMOIRE, DU SOUVENIR, DE L'ÉVOCATION.

Le montage s'est construit autour de cette idée. L'écriture du film est très fragile. À cause de certaine temporalité dans certains plans, je demande énormément à mes spectateurs, mais je crois en leur intelligence et en leur sensibilité. Un film c'est aussi essayer de faire ressentir ce que l'on a ressenti et pas uniquement livrer des informations. D'ailleurs il n'y a aucune information historique. Il n'y a pas de repère défini mis à part les témoignages personnels et le vécu des gens.

La dimension matérielle a une place très importante : les ruines, les photographies. Tu pars de cet espace concret pour arriver à cet univers immatériel de l'évocation du passé, les stigmates de la violence. D'où vient cette démarche?

Il y a eu une sensation très forte dès que je suis arrivé au village. Tout de suite après il y a eu une nécessité, une urgence de faire le film. Les traces sont en train de s'effacer jour après jour. Il fallait documenter ça et rendre compte de cela. La grande histoire, celle avec un grand H, ne prend jamais en compte les histoires personnelles. Il faut revenir à l'essentiel et à la subjectivité des gens. Dans le cas de l'Algérie cette histoire n'est pas écrite et pour moi il faut revenir à l'essentiel. Ces gens ont choisi la vie malgré leur quotidien dans un théâtre tragique et je voulais documenter ces histoires à travers des sons et des images.

Tu parlais de temps, tout au long du film on entre dans un espace-temps différent, qui est également celui du village. Comment tu as réussi à adopter ce rythme pour vivre avec eux ?

J'ai commencé tout seul le tournage. Ensuite j'ai travaillé avec un ami qui est photographe et musicien, très sensible, qui s'appelle **Bilel Madi**. On s'entendait très bien et sa présence sur le tournage, du fait que c'est un ami avec qui je peux tout partager, a beaucoup aidé. On avait de la curiosité et l'étonnement pour tout: une ruine, un arbre. On prenait le temps. On ne voulait pas rester focaliser sur quelque chose de précis. On n'avait pas forcement de but tracé mais on se disait que ce qu'on vivait était important à retranscrire et à faire ressentir à travers des images et des sons. Les gens qui sont filmés sont des rencontres: on se découvre, comme dans la vraie vie, on apprend des choses sur nous-mêmes, sur l'autre, on partage notre vécu, notre présent. Le film s'est fait à travers une ouverture d'esprit et une curiosité. Il y a plusieurs générations et on voulait avoir le même respect pour ces différents groupes. Cette génération d'Abdou n'a pas du tout été représentée et ce sont des jeunes que l'on méprise souvent, alors qu'ils ont beaucoup de choses à dire et qu'ils vivent vraiment la société de l'intérieur.

On ressent la « présence du passé » partout. Elle pose la question du futur, surtout dans les paroles des jeunes qui sont habités par un passé qu'ils n'ont pas vécu. Cette omniprésence du passé se retrouve particulièrement à Ouled Allal ou partout en Algérie ?

Je pense que c'est le cas de tous les Algériens, même si je ne parlerais jamais au nom de tous. On a quelque chose sous la peau. C'est dramatique ce qui s'est passé. 200 000 morts, une confusion totale. Peut importe d'avoir 20 ou 80 ans le passé est présent chez chacun même si porté différemment par chaque personne. Ce qui compte le plus c'est ce rapport à la mémoire: comment ces histoires personnelles, intimes de l'histoire se croisent-elles? Mais cette écriture est fragile car liée à des souvenirs et des choses très concrètes de la vie. Pendant le tournage et sur le montage, on prenait en considération cette fragilité. Il fallait ne fallait pas tenter d'articuler un discours autour de cette mémoire. Ce qui comptait le plus c'était de montrer les gens qui ont choisi la vie, même s'ils vivent dans un contexte dramatique.

L'absence de marché du cinéma, d'infrastructures et de distribution en Algérie est-elle plutôt un obstacle ou un espace de liberté ?

C'est un paradoxe, le fait que les films algériens n'arrivent pas toujours au public c'est un problème en soi. Il faut être dans le présent. On reste toujours dans des configurations classiques du cinéma mais les images sont perçues différemment actuellement. Enormément de gens consomment des images sur internet et il faut s'accorder avec notre temps et ceux qui nous entourent. Il faudrait une distribution alternative. En Algérie ce qui est fort c'est le réseau de ciné-club qui existe depuis l'indépendance. Il y a moyen de montrer les films dans ces réseaux-là. Ce sont souvent des initiatives personnelles, de groupes de passionnés.

Est-ce que tu as d'autres projets en cours ?

J'ai plusieurs idées. Mais tant qu'il n'y a pas un désir aussi fort que pour *Atlal,* j'attendrai.

LE MONDE
28 septembre 2005

En Algérie, dans la Mitidja, ni pardon ni oubli

Cible de massacres et de rapts durant la "décennie sanglante", les habitants de la Mitidja voteront – ou pas –, l'amnistie proposée par le pouvoir, lors du référendum du 29 septembre.

LE MONDE | 28.09.2005 à 13h34 • Mis à jour le 28.08.2006 à 14h50 |

Par Florence Beaugé

Abonnez vous à partir de 1 € Réagir Ajouter f Partager (10) Tweeter

Pas de grillons. Pas de chiens. Pas de cris d'enfants. Un silence de mort. D'Ouled Allal, il ne reste rien. Tout est plat et vide, ou presque. Quelques bâtiments sont encore debout, tous éventrés. Ici, une ancienne école. Là, un château d'eau, percé en plein coeur par un obus. Un peu plus loin, une mosquée. Portes et fenêtres ont disparu. Le minaret a tenu bon. Dans la ruine, dessous, campe une famille de sept enfants — – le dernier a huit mois ––, sans eau, sans gaz, sans électricité. Ils sont arrivés de Blida en 2003, après cinq années d'errance.

A Raïs et Bentalha, lieux de massacre emblématiques de la "décennie de sang" que vient de traverser l'Algérie, la vie a repris. A Ouled Allal, à quelques kilomètres, elle s'est arrêtée depuis longtemps. Au début des années 1990, ce hameau de la Mitidja a eu le malheur de se retrouver au cœur de la tempête. L'endroit était stratégique. Grâce aux deux oueds qui le bordent, on passe, comme dans un corridor, du maquis de Chréa, en pleine montagne, au cœur de la capitale, Alger.

Jadis, pour se nourrir à Ouled Allal, il suffisait de tendre la main. Fruits et légumes poussaient en abondance. Un petit paradis. Et puis les Groupes islamiques armés (GIA) ont décidé que ce hameau, qui comptait alors 8 000 habitants, serait leur état-major régional. Ils ont installé une logistique et fabriqué des bombes. Pris en tenaille entre les insurgés et l'armée, les habitants ont vécu un enfer. Le village est devenu champ de bataille. Pour déloger les GIA, l'armée a fini par lancer ses avions. En 1999, il restait quelques demeures encore vaillantes. Il a fallu les raser, elles avaient toutes été piégées par les GIA. Ouled Allal était anéanti.

"Ici, c'était ma maison", dit Fouad, 25 ans, visage fermé. Jean et tee-shirt, il ramasse quelques débris de faïence. *"Ce que vous voyez là, c'étaient les carreaux du salon. Là, c'était ma chambre. Là, celle de mes parents..."* Quand son père a été exécuté à l'entrée du village en 1993, Fouad avait 12 ans. A Ouled Allal, c'était une première. Le père était pompier, autrement dit *"agent de l'Etat"* , donc *"taghout"* (impie) pour les islamistes. Un an après, la mère de Fouad fut enlevée. Les GIA la soupçonnaient d'avoir révélé aux forces de sécurité le site de leur cache d'armes, enterrée à deux pas de la maison. On n'entendit plus jamais parler de la mère kidnappée. Les enfants étaient désormais orphelins.

Que penser, quand on a vécu cela, d'un référendum qui vise à amnistier ceux des terroristes qui ont déposé les armes ? Fouad hausse les épaules, soudainement très las. *"Si ça peut permettre à d'autres de ne pas mourir, je veux bien. Si c'est destiné à protéger ceux qui ont tué mes parents, non."* Votera-t-il lui-même ? Il ne sait pas. Comme tant d'autres, la guerre a empêché Fouad de terminer ses études. A 16 ans, il s'est engagé comme "patriote", aux côtés des gardes communaux. Souvent critiqués par les associations de défense des droits de l'homme pour leurs abus, les "patriotes" ont prêté main forte à l'armée algérienne pendant toute la "décennie sanglante".

Aujourd'hui encore, il en reste quelques-uns à Ouled Allal. Des jeunes qui, chaque soir, endossent l'uniforme de garde communal et effectuent des rondes armées. Fouad s'angoisse de l'avenir. *"J'ai peur, très peur. D'anciens 'terros' que j'ai combattus autrefois m'ont reconnu. Un jour, sur un marché de Larbâa, ils ont voulu me faire la peau. Si une patrouille de police n'était pas passée par là au même moment, je ne m'en serais pas sorti."* Le jeune homme est tendu. *"En permanence sur* [ses] *gardes"*, il se sent sans cesse *"dévisagé"*. Il voudrait partir, mais où ? Son rêve, c'est l'Espagne, mais il n'a aucune chance d'obtenir

un visa. *"De toutes les façons, je ne peux pas rester ici. Ils sont partout, absolument partout..."*, répète-t-il, désespéré.

"Maintenant, venez chez moi, c'est mon tour !" Visage émacié par le chagrin et les nuits blanches, Ali Merabet a encore la force de cultiver une forme d'humour noir. Professeur d'éducation physique, le jeune homme nous fait visiter ce qu'il appelle son *"ancienne maison"*. En fait, il n'en reste rien. Que des souvenirs. *"Là-bas, sur ce terrain, je jouais au football avec mes copains. Là, le long des orangers, on avait creusé un bassin où on se baignait tous ensemble."* Le bonheur. Et puis un jour, il y a dix ans, les deux frères d'Ali sont enlevés par les terroristes. Ils ne sont jamais revenus. *"Depuis, je les cherche. Chaque fois que j'ai un moment de libre, je me mets en chasse. Aussi longtemps que je n'aurai pas retrouvé leurs corps, je ne laisserai personne en paix"*, assure Ali avec un étrange mélange de calme et de fièvre contenue.

Ali Merabet est connu à travers toute l'Algérie. Avec un avocat âgé d'une trentaine d'années, comme lui, il a fondé Somoud, une association qui regroupe les familles des personnes kidnappées. On accuse régulièrement Somoud de faire le jeu de l'armée. En désignant les islamistes, l'association disculperait les forces de sécurité, tenues pour responsables de milliers de disparitions par beaucoup d'organisations internationales.

Ali Merabet se moque de ces soupçons. Il ne retient qu'une chose : il a perdu ses deux frères et le pouvoir n'a rien fait pour l'aider à retrouver les coupables. *"Je veux pouvoir faire mon deuil. Donnez-moi un seul os de mes frères, et j'en ferai une tombe !"* Le référendum ? La question soumise à l'approbation populaire — *"Etes-vous d'accord avec le projet de charte pour la paix et la réconciliation nationale ?"* — lui paraît absurde. *"Comment pourrait-on être contre la paix et la réconciliation nationale ?"*, demande-t-il avec exaspération. Ce qui le choque, c'est la charte, précisément, qui *"impose à la victime d'accorder son pardon, et non à l'agresseur de présenter ses excuses"*. Il s'indigne des *"scénarios"* de campagne orchestrés par le pouvoir, comme cette scène diffusée à la télévision et montrant une veuve, dont l'époux a été assassiné par les islamistes, qui étreint dans ses bras la mère d'un terroriste.

"On présente les choses au peuple de la façon la plus banale possible. On lui fait miroiter les indemnisations financières à venir, on tente d'acheter son silence." Ali a le sentiment de voir s'approcher *"un gigantesque tsunami"* avec ce référendum, qu'on présentera *"comme ayant été approuvé à 99 % !"*. Il dénonce le *"chantage"* exercé auprès de la population. *"On lui dit : si vous aimez votre pays, vous devez voter oui."* Mais il n'y aura à ces yeux *"ni vérité ni justice"* .

Le temps du Front islamique de Salut (FIS) est-il passé pour lui ? Ali Merabet reste méfiant. *"Les gens ne lui accordent plus leur soutien, même dans les coins les plus reculés où les attentats et les assassinats se poursuivent. Mais le projet du FIS – à qui je dénie le droit de parler au nom de l'islam – existe toujours. 'Ils' ont des 'yeux' dans les villages. Et puis, regardez leur tenue : tant qu'ils portent la barbe et la gandoura* [bure], *c'est qu'ils sont restés militants. Il ne leur manque que l'arme pour que ça redémarre !"*

A quelques kilomètres de là, Khadija, Houria et Malika, la cinquantaine, revêtues toutes trois de hidjabs cache-misère, ne se font guère d'illusions non plus. La vérité sur la mort de leurs maris, elles ne la connaîtront sans doute jamais. Houria et Malika sont certaines que les assassins étaient des terroristes – *"on les a reconnus"*, disent-elles. Khadija n'a pas de certitude. Forces de sécurité ou islamistes, elle ne sait pas qui est responsable de son malheur. Le référendum ? Elles sont pour, mais *"pas du fond du cœur"*. Si on les sortait du dénuement dans lequel elles se débattent depuis dix ans avec leurs enfants, elles seraient plus convaincues. Non qu'elles cherchent à monnayer leur souffrance. Elles estiment simplement qu'une réparation financière élevée serait le signe que l'Etat reconnaît le lourd tribut payé par leurs familles. *"Pourquoi ne pas donner à nos maris le statut de chahid* [martyr de la guerre de libération] *? Après tout, eux aussi ont donné leur vie au pays !"*

Comme souvent en Algérie, la *"première guerre d'Algérie"* (1954-1962) se superpose à la seconde dans les conversations, s'étonnent-elles. En lançant récemment de furieuses tirades contre la France, la sommant de *"demander pardon à l'Algérie"*, le président Bouteflika a attisé les braises. Le pardon ? Malika, la plus âgée de nos trois veuves, l'accorde volontiers à l'ancienne puissance coloniale qui a torturé son défunt mari. Mais il y a une chose qu'elle ne comprend pas. *"Pourquoi ne pas pardonner aussi aux harkis, les laisser venir ici, puisque aujourd'hui on pardonne aux terroristes ?"*, s'interroge-t-elle, très sincère.

Zoubida, 45 ans, pleure en racontant son histoire. Tee-shirt rose et longue jupe souple, les cheveux relevés en queue de cheval, Zoubida se désespère d'avoir deux filles. Sa hantise est qu'il puisse leur advenir la même chose qu'à elle, il y a dix ans. Zoubida venait de perdre deux de ses frères, l'un, militaire, abattu par les islamistes, l'autre, employé dans une société d'Etat, kidnappé, jamais revu. Une nuit de 1995, ses parents sont à leur tour enlevés avec une de leurs filles. On ne les reverra plus. La même nuit, Zoubida reçoit la visite d'un commando armé. Elle est violée par quatre types du groupe – devant son mari et son fils de 7 ans. Sous antidépresseurs depuis ce jour, suivie par une psychologue, Zoubida n'espère plus qu'une chose : qu'on la sorte, elle, son mari et leurs trois enfants, du taudis sans eau, sans gaz et sans électricité où elle a trouvé refuge, à Sidi Moussa. Oublier ? Pardonner ? Elle sursaute : *"J'éteins la télévision dès que je vois le président nous parler de cela !"* Comme pour Khadija, Houria et Malika, une assistance financière conséquente serait pour elle le signe qu'on a pris en compte sa souffrance.

"Il aurait 31 ans aujourd'hui. J'essaie souvent d'imaginer la tête qu'il aurait, mon beau brun." Fatma Zohra Boucherf, vice-présidente de l'association SOS-Disparus, parle toujours avec tendresse, calme et précision de son fils disparu. Le 25 juillet 1995, Riad n'a pas été enlevé par des islamistes mais par des policiers. Veuve à 24 ans, revêtue d'un hidjab et d'un foulard islamique, Fatma *"veut"* la vérité. *"Je ne pourrai pas faire revivre mon fils, mais il me faut une tombe. Si l'Etat nous demande de pardonner aux terroristes, c'est bien qu'il sait que ses agents ont fait pire"*, dit-elle doucement. Comme beaucoup de mères de disparus, M^{me} Boucherf dit *"oui à la paix et à la réconciliation nationale, mais pas avant de connaître la vérité"*.

Safia Fahassi, elle, a vu pour la dernière fois son mari, journaliste, le 6 mai 1995. Là encore, tous les témoignages désignent les forces de sécurité, pas les islamistes. Le disparu était suspecté de sympathie pour le FIS, ses confrères n'ont donc pas bougé. Alors mère d'un bébé de quatre mois, la jeune épouse allait bientôt découvrir que *"les droits de l'homme peuvent être divisibles"* . Où qu'elle frappe, les portes restent fermées. Safia porte le foulard islamique, elle est *"pestiférée"*. Certaines sont *"mères de terroristes"*. Elle est *"femme de terroriste"*.

Mais Safia évolue. Elle devient membre de la Coordination nationale des familles de disparus, contribue à faire reconnaître le drame spécifique des kidnappés par l'armée puis choisit d'élargir son combat. *"Au début, je ne cherchais qu'à obtenir des informations sur mon mari. Maintenant, je me bats pour l'établissement d'un Etat de droit"*, explique-t-elle tranquillement. Pour sa fille, qui a dix ans, Safia ne veut plus *"chasser un fantôme"*. Au fond, elle sait que la vérité *"n'est pas pour demain. Ils ont tout fait pour faire disparaître les preuves"*, dit-elle, lucide. Mais Safia n'est plus désespérée. Elle suit attentivement ce qui se passe en France, depuis cinq ans, à propos de la "première guerre" d'Algérie. *"Quarante-cinq ans après, certains se mettent à parler. Tôt ou tard, il se produira la même chose ici. La vérité surgira un jour, j'en ai la conviction, et c'est mon réconfort."*

LE MONDE DIPLOMATIQUE
août 2017

VINGT ANS APRÈS LES MASSACRES DE LA GUERRE CIVILE

Mémoire interdite en Algérie

Au milieu de la « décennie noire » des années 1990 — particulièrement durant l'été 1997 —, plusieurs massacres de population ont endeuillé l'Algérie, déjà dévastée par les affrontements entre forces de l'ordre et groupes islamistes armés. Les lois d'amnistie et la volonté des autorités d'étouffer le souvenir de ces épisodes sanglants empêchent aujourd'hui tout un peuple de panser ses plaies.

PAR PIERRE DAUM

BENTALHA, nuit du 22 septembre 1997. Dans ce hameau agricole situé aux confins de la périphérie d'Alger, plus de quatre cents villageois sont assassinés en quelques heures par des hommes du GIA, le Groupe islamique armé. Le lendemain, Hocine Zaourar, un photographe de l'Agence France-Presse (AFP), saisit la douleur déchirante d'une femme dont la famille a été tuée. Ce cliché, intitulé *La Madone de Bentalha* tant il rappelle l'iconographie chrétienne, est reproduit dans les journaux du monde entier, mettant un visage sur la violence en cours en Algérie depuis plus de cinq ans. Trois semaines plus tôt, un massacre analogue avait ensanglanté le village de Raïs, situé à quelques kilomètres de Bentalha, faisant près d'un millier de morts. L'Algérie plongeait dans une sidération que les tueries à venir n'allaient cesser d'aggraver. Le mois suivant à Sig, dans le Sud oranais : cinquante morts. En décembre à Ammi Moussa (monts de l'Ouarsenis, wilaya de Relizane) : quatre cents morts. En janvier 1998 à Had Chekala (Ouarsenis) : plus de mille tués. Quelques jours plus tard à Sidi Hamed (Mitidja) : cent trois personnes assassinées, etc. Après quelques années de violence ciblée contre les militaires, les fonctionnaires, les intellectuels ou les étrangers, la guerre civile algérienne prenait un nouveau visage, absolument terrifiant, avec des massacres de civils, créant une onde de choc en Algérie comme à l'étranger.

Bentalha, printemps 2017. Du passé agricole il ne reste plus rien. L'urbanisation dévorante de la plaine de la Mitidja a rattrapé les ruelles aux maisons basses de l'ancien hameau. En vingt ans, chaque maison a gagné deux étages, montés de briques rouges ou de parpaings gris. Les rues offrent ce visage de laideur rouge-gris caractéristique des villes algériennes d'aujourd'hui. Seul élément de charme dans ce triste décor : une mosquée toute neuve trône à l'entrée du quartier. Aucune femme ne se déplace sans un foulard cachant rigoureusement ses cheveux, le corps serré dans un manteau aux couleurs ternes. Les hommes dominent l'espace public. Beaucoup portent la barbe et le qamis, la djellaba que les musulmans revêtent pour prier.

« Les islamistes ont perdu la guerre mais remporté les esprits »

« Cette nuit-là, toute la famille de mon oncle a été assassinée. Seul un cousin a survécu, il a déménagé ensuite. » Rachid, la trentaine, a accepté de nous parler. Pour ne pas attirer l'attention, l'entretien a lieu à l'intérieur de notre voiture. Rachid a refusé de nous donner son vrai prénom. *« Votre article peut tomber sous les yeux de l'État, et je ne veux pas de problèmes. »* Il n'a pas de métier déclaré et travaille au noir dans un café. À la fin de la journée, le patron lui donne 1 000 dinars (moins de 10 euros). Éprouve-t-il du ressentiment envers les assassins de son oncle et de sa famille, dont la plupart, s'ils n'ont pas été abattus par la suite, se promènent librement dans le pays — certains peut-être à Bentalha même ? *« Non, j'ai pardonné. Tout le monde fait des erreurs. Pour moi, ce n'étaient même pas des terroristes. C'étaient des gens débiles, qui ne connaissent pas leur religion. Car le vrai musulman n'a pas le droit de tuer ! »* Dehors, un haut-parleur se déclenche, et la voix forte du muezzin appelle chacun à venir prier. Un groupe d'hommes en qamis passe devant la voiture et se dirige vers la mosquée. Avant d'interrompre la conversation et de rejoindre le flot, Rachid nous lance cette invocation religieuse : *« Hasbiya Allahou wa ni'm Al-Wakil »* — « Allah me suffit, Il est mon Meilleur Garant. »

1997 constitue l'année la plus dramatique de cette « décennie noire » qui ensanglanta l'Algérie de 1992 au début des années 2000 — depuis, des groupes islamistes armés, dont l'activité est qualifiée de « terrorisme résiduel » par les autorités, continuent d'exister, principalement dans les régions montagneuses et dans le sud du pays. Les massacres de 1997 offrent les mêmes caractéristiques : aucune enquête de l'État, interdiction aux médias d'approcher, nombre de victimes contesté. Et parfois des doutes sur l'identité des tueurs. Concernant Bentalha, beaucoup d'Algériens sont persuadés — sans aucune preuve à l'appui — que *« c'est l'armée qui a organisé le massacre ! »*.

Bougara fait partie des villes martyres. Ce gros bourg agricole est situé au cœur de la Mitidja, à une vingtaine de kilomètres de Bentalha. Installé depuis trente-cinq ans dans un rez-de-chaussée de la très populaire cité Dallas, le docteur Abdallah Aggoun est le médecin des familles du quartier. *« J'ai vu beaucoup de mes patients devenir terroristes. Et beaucoup d'autres ont été tués ou blessés par des terroristes. »* Pourrait-il nous mettre en contact avec ces derniers ? *« Jamais de la vie !,* s'exclame-t-il. *Si vous commencez à poser des questions sur eux, vous vous faites directement embarquer par la police ! »* Même si l'on agit discrètement ? *« Vous rigolez ? Il y a des mouchards partout ! »* Peut-il au moins nous présenter à des familles de victimes ? *« Non, pas possible ! Les gens souffrent trop de cette période, même si c'est fini depuis vingt ans. Ils ne veulent pas en parler. »*

C'est donc seul que nous nous rendons à Haouch Bourelaf Khemisti, un quartier excentré de Bougara. Le 22 avril 1997 avant l'aube, une centaine de personnes y ont trouvé la mort. Nouria avait 24 ans à l'époque. Elle a vu ses deux sœurs se faire assassiner sous ses yeux, ainsi qu'une nièce. *« Je vous parle, j'ai l'air d'aller bien, mais à l'intérieur de mon corps tout est détruit. »* Est-elle d'accord avec la Charte pour la réconciliation nationale votée en 2005, qui accorda l'amnistie aux anciens membres des groupes armés ainsi qu'une aide financière aux familles de ceux tués par l'armée *(lire « Compensations financières »)* ? *« Depuis 2005, les choses sont rentrées dans l'ordre. C'est bien, ce qu'a fait l'État. Et puis,* el-hamdoulillah ! [« Dieu soit loué »], *maintenant, nous avons l'eau et le gaz ! »* Son neveu Khaled s'approche. Il avait 11 ans lorsque sa mère est morte. *« Moi, je suis contre cette loi ! Une personne assassine, et après elle est libre ? Ce n'est pas normal ! »* Encore célibataire, il vit avec sa tante dans la maison où s'est déroulé le drame. *« En centre-ville, je croise parfois d'anciens terroristes. Je change de trottoir. »* Il n'a pas de travail, ni de terre à lui. *« Si on m'appelle, je travaille sur la terre des autres, pour 1 200 dinars* [10 euros] *la journée. »* A-t-il cherché à profiter des prêts de l'État destinés à l'insertion professionnelle des jeunes ? *« Jamais de la vie ! Ces aides, c'est* haram [illicite d'un point de vue religieux] *! Parce qu'il y a des intérêts à rembourser. »* En moins de trois phrases échangées, l'islam s'est imposé comme le sujet central de la conversation. *« Moi, je suis pratiquant. Je fais mes cinq prières tous les jours, le plus souvent à la mosquée. Et toi, tu es musulman ? »* Non. *« Tu es croyant au moins !? »* Non. Sous l'effet de la colère, le visage de notre interlocuteur se décompose. *« Sors de chez moi immédiatement ! Je n'ai plus rien à te dire ! »*

L'extrême religiosité de Khaled ou de Rachid n'a rien d'anecdotique. Elle est présente et visible dans tout le pays, à l'école primaire comme à l'université, dans chaque rue, au pied de chaque immeuble. *« Au moment de la fin du terrorisme, au début des années 2000, les islamistes ont relâché la pression, nous avons eu quelques années de liberté,* se souvient le docteur Aggoun. *Mais après les barbus ont repris du poil de la bête et ont imposé leurs lois. »* En vingt ans, le nombre de mosquées est passé de moins de dix mille à plus de vingt mille (1), avec la bénédiction de l'État, dont le projet-phare, aujourd'hui, est l'érection à Alger de *« la plus grande mosquée du monde »,* après celles de La Mecque et de Médine, en Arabie saoudite. Capable d'accueillir 120 000 fidèles, cette « mosquée de Bouteflika », comme tout le monde l'appelle, devrait être inaugurée avant la fin de l'année. Pour de nombreux laïques, comme le docteur Aggoun, *« les islamistes ont perdu la guerre, mais ils ont remporté les esprits ».* Aujourd'hui, à part dans quelques milieux cloisonnés d'intellectuels ou d'artistes de la capitale, il est impossible d'avouer que l'on est athée, ou tout au moins de s'émanciper d'une religiosité ostentatoire. *« À 59 ans, je suis la seule femme de mon quartier à sortir dans la rue les cheveux à l'air,* raconte Hassiba, professeure d'anthropologie à l'université de Jijel. *Tous les jours, je subis des remarques blessantes de mes voisines, qui ne me trouvent pas décente, comme elles disent. Vous imaginez si elles apprenaient que je ne crois pas en Dieu ? Je serais obligée de*

déménager, c'est sûr.» Avec son mari communiste, lorsqu'ils reçoivent des camarades d'Alger, il leur arrive d'ouvrir une bouteille de vin. *«Dans ce cas-là, on ferme tout ! La porte, les volets, les rideaux. C'est pire qu'à l'époque des réunions clandestines, lorsque le parti était interdit !»,* rigole le mari. À Jijel, comme dans de nombreuses villes de province, les restaurants qui servent de l'alcool ont peu à peu fermé, parfois sur ordre direct du wali (préfet), ou bien parce que le propriétaire a rencontré trop d'obstacles au renouvellement de la licence. *«Et lorsque nous sommes dans un restaurant à Alger,* poursuit Hassiba, *mon mari boit seul. Moi, j'en ai trop marre des regards.»*

Rien n'a été entrepris pour soigner les traumatismes

Au premier abord, cette hyperreligiosité peut surprendre. Comment une société qui a tant souffert de l'islamisme peut-elle en avoir intégré les règles à ce point ? Dans son cabinet algérois, le psychanalyste Khaled Aït Sidhoum rencontre de nombreux patients présentant des séquelles des années 1990. Il prend soin de souligner le fait que *«le retour à la pratique religieuse musulmane ne concerne pas seulement l'Algérie».* Il s'agit d'*«un phénomène mondial».* Avec des caractéristiques algériennes, cependant ? *«Oui. La violence d'il y a vingt ans — une violence venue s'ajouter à celles de la colonisation et de la guerre de libération — a provoqué un traumatisme dont tout le monde souffre aujourd'hui. L'islam agit comme un antalgique. Le problème, c'est que certains antalgiques créent une dépendance forte. C'est le cas de la religion. D'autant plus quand la vente de cette "drogue" est favorisée par l'État.»*

Un antalgique sert normalement à apaiser la douleur en attendant un traitement de fond. Or rien n'a été entrepris pour soigner les traumatismes en profondeur. Le gouvernement n'a jamais songé à permettre aux Algériens — victimes et bourreaux — de parler de cette terrible violence qui les a massivement affectés. Aucune Instance vérité et dignité, comme en Tunisie à la suite des dictatures Bourguiba et Ben Ali (2), ou Instance équité et réconciliation, comme au Maroc après celle de Hassan II. En 2005, le président Abdelaziz Bouteflika a convaincu le peuple qu'il suffirait de « pardonner » et d'amnistier tout le monde (maquisards assassins et policiers tortionnaires) pour que la paix revienne et que la page de la violence se tourne. *Li fet met* — « le passé est mort » —, comme dit l'adage. *«Mais le passé ne meurt jamais,* rappelle Khaled Aït Sidhoum. *La Charte pour la réconciliation nationale de 2005 est épouvantable, parce qu'elle occulte les traumatismes au lieu de les soigner et impose à la victime de pardonner. Mais, même si vous pensez le faire, une victime qui devient amie avec son bourreau, ça n'existe pas dans la psyché humaine.»*

L'Algérie ne compte que cinq psychanalystes, et un réseau très faible de psychologues (3). Les cas graves sont envoyés à l'hôpital psychiatrique, où ne sont proposés que des thérapies médicamenteuses, la contention physique et les électrochocs (4). *«Lorsque j'ai un patient qui souffre de troubles psychologiques liés au terrorisme, je ne sais même pas vers qui le diriger,* se plaint le docteur Aggoun. *Mais le pire, c'est que je sais qu'il va aller voir un* raqi *!»* La *raqia* est une pratique issue des temps anciens de l'islam, qui voit dans les maux psychologiques la présence de djinns maléfiques qui se seraient emparés de l'esprit du patient. Le *raqi* va donc tenter d'extirper ces djinns du corps malade grâce à la récitation de certaines sourates, à des sacrifices d'animaux ou à l'absorption de diverses préparations — certaines pouvant mener le patient à la mort.

La charte de 2005 occulte les traumatismes, et aussi les responsabilités. Dans le texte, le mot « terrorisme » a disparu, remplacé par l'expression « tragédie nationale ». D'une tragédie seuls les dieux ou le destin peuvent être tenus pour responsables. *«Je me considère comme une victime»,* nous confie M. Omar Chikhi, ancien membre des Phalanges de la mort, un groupe armé affilié au GIA et dirigé à l'époque par le très sanguinaire Djamel Zitouni, mort en juillet 1996 et accusé, entre autres, d'avoir enlevé et assassiné les moines de Tibhirine (printemps 1996). *«J'ai un frère qui a été tué par l'armée, et moi-même j'ai été obligé de vivre pendant six ans dans le maquis, loin de ma famille et de ceux que j'aime.»* Les anciens « terroristes » algériens rechignent à parler aux journalistes, et c'est de nuit, caché dans une voiture garée dans une rue anonyme, que nous en avons rencontré. Même s'ils disposent d'un jugement d'amnistie qui les protège contre les poursuites, ils savent que, comme n'importe quel citoyen, ils ne sont

jamais à l'abri de tracasseries policières. À l'image de M. Chikhi, tous se considèrent comme des victimes.

« J'ai de la chance, moi, je n'ai tué personne, j'ai la conscience en paix ! », affirme contre toute vraisemblance Saïd C., ancien émir régional du GIA et fondateur avec M. Hassen Hattab du Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC) — qui a pris le relais du GIA et de l'Armée islamique du salut (AIS), la branche militaire du Front islamique du salut (FIS), en 1998. Toujours très religieux, Saïd C. fait figure de cheikh (5) dans la mosquée de son quartier, à Birtouta, en banlieue d'Alger. *« Je sais tout ce qu'il a accompli, je suis fier de mon père ! »*, affirme Adlène, le fils de M. Abdelhak Layada, autre grande figure du « terrorisme » algérien, aujourd'hui installé à Baraki et reconverti dans le commerce de matériaux de construction. *« Mon père n'était pas un terroriste. C'était un homme politique, opposé au gouvernement, qui a fait de la politique avec des armes, c'est tout. D'ailleurs, Bouteflika a dit lui-même que s'il avait été jeune en 1992 il serait monté au maquis. Alors vous voyez ?! Si Bouteflika a dit ça, mon père ne peut pas être un criminel, non ?! »* Au courant de notre rendez-vous avec M. Abdelhak Layada, les services de sécurité algériens ont empêché notre rencontre. Après quelques minutes d'entretien avec son fils, un agent en civil vient nous interrompre. Notre enquête nous vaudra par la suite d'être interrogé durant deux heures dans les locaux d'un commissariat d'Alger, avant d'être relâché.

Nombreux sont ceux qui craignent un retour de la violence

Plus de dix ans après la Charte pour la réconciliation nationale, la société algérienne est tout sauf réconciliée, chacun rejetant sur les autres la responsabilité de la violence. Les électeurs qui ont en grand nombre soutenu le FIS de 1989 jusqu'à sa dissolution en mars 1992 ne regrettent rien. *« Oui !, moi j'ai voté pour le FIS, comme 90 % des gens ici »*, confirme Saïd, vendeur dans une boutique de livres religieux aux abords de la mosquée Es-Sunna, à Bab El-Oued. À l'époque, les rues du quartier étaient envahies d'hommes en prière lorsque la voix fiévreuse de M. Ali Belhadj, charismatique leader du FIS, lançait dans les haut-parleurs de cette mosquée que *« pour un État islamique nous combattons, pour lui nous mourrons ! »*. Comme beaucoup de ses voisins, Saïd arbore une barbe fournie et ne porte que le qamis. *« À l'époque, le FIS aurait vraiment pu prendre le pouvoir, pacifiquement. Le gouvernement a eu peur, c'est lui qui a déclenché la violence. »* Aujourd'hui, Saïd continue à vouloir que son pays devienne un pays islamique. *« Mais je ne veux pas un chemin de violence. Je suis salafiste. La vraie voie du salafisme, c'est le bien et la bonté. »*

Ceux qui, en 1992, ont préféré un coup d'État militaire plutôt que le risque de vivre dans un pays régi par la charia ne regrettent rien non plus. *« Moi, je sais pourquoi j'ai tant souffert : pour avoir le droit aujourd'hui de marcher dans la rue la tête nue ! »* Mme Cherifa Kheddar s'énerve très vite lorsqu'on émet l'hypothèse que, sans ce coup d'État, il n'y aurait peut-être pas eu autant de morts — 200 000, selon l'estimation communément admise (en l'absence de chiffres fiables). Sa sœur et son frère ont été assassinés quasi sous ses yeux, un soir de 1996. Elle est aujourd'hui présidente de l'association Djazaïrouna (Notre Algérie), qui lutte pour les droits des victimes du « terrorisme ». *« L'armée a été le seul rempart contre le terrorisme. Mais aujourd'hui nous sommes méprisés. Et lorsque nous manifestons la police nous embarque ! »* Dans les milieux laïques, souvent très francophones, on est à la fois d'accord avec la prise du pouvoir par les généraux en 1992 (par anti-islamisme) et contre le pouvoir actuel, mis en place par ces mêmes généraux mais jugé beaucoup trop *« antidémocratique »*.

Tous s'accordent sur un point : les assassins d'il y a vingt ans sont forcément des monstres. *« Nous n'arrivons pas à nous interroger collectivement pour savoir comment nous en sommes arrivés là,* regrette la psychanalyste algérienne Karima Lazali, qui exerce à Paris et à Alger. *Qu'est-ce qui, à l'intérieur de notre société, a engendré une telle violence ? La création de la figure du monstre empêche toute introspection. Or ces meurtriers sont des êtres humains produits par la société algérienne. Si on ne part pas du principe que ces hommes ont des choses à nous enseigner, jamais on n'arrivera à surmonter nos traumatismes. Au lieu de cela, on en a fait des monstres et on les a enfermés dans un placard. Or les monstres adorent les placards ! Plus vous les enfermez, plus ils grossissent. Et à la fin, ils explosent le placard. »*

En attendant que le placard craque — nombreux sont nos interlocuteurs qui, comme Karima Lazali, craignent un retour de la violence —, la peur continue d'habiter le quotidien des Algériens. Une peur diffuse, qui ronge de l'intérieur et que les incertitudes politiques autour de la succession du président Bouteflika, très malade, ne font qu'amplifier. Peur éprouvée par chaque femme restée trop longtemps seule à l'extérieur de chez elle. Peur de sortir, ou d'être encore dehors alors que la nuit est tombée. Peur de la police, des agents en civil ou des mouchards. Peur de n'importe quel autre individu, immédiatement considéré comme hostile parce que inconnu. Peur des islamistes armés en activité, dont les journaux font mention presque chaque jour, à l'occasion de leur mort sous les balles de l'armée (6). Et peur, aussi, de tous ces anciens maquisards « repentis », que la loi protège des citoyens qui oseraient porter plainte contre eux. Il fallait voir les yeux terrorisés des passants de Baraki lorsque, à la recherche de la villa de M. Abdelhak Layada, nous leur demandions de nous en indiquer l'adresse. *« Ici, tout le monde sait où il habite, mais personne ne vous le dira ! C'est beaucoup trop dangereux ! »*

Depuis 2013, date du dernier accident vasculaire cérébral du président Bouteflika, les Algériens sont gouvernés par un vieux monsieur paralysé, incapable de parler et de marcher. En mai dernier, lors des élections législatives, le ministère de l'intérieur a admis un taux de participation de 38 % — un chiffre invérifiable, et peut-être surestimé. Pour Tareq, jeune enseignant d'anglais rencontré sur le quai de la gare de l'Agha, à Alger, *« aujourd'hui, les gens s'en fichent que le gouvernement vole l'argent du pétrole. Ils ont peur. Ils veulent seulement que l'horreur ne recommence pas »*.

Pierre Daum
Journaliste.

LA CROIX
19 mai 2011

1991-2000, la décennie qui hante l'Algérie

MARIANNE MEUNIER , le 19/05/2011 à 16h50

Envoyer par email

Durant dix ans, les civils ont payé au prix fort les affrontements entre les forces de sécurité et les groupes islamistes armés.

Selon les sources, le bilan varie de 60 000 à 150 000 morts.

L'ère funeste qui continue de hanter les mémoires algériennes a débuté le 26 décembre 1991. Ce jour-là, le Front islamique du salut (FIS) remporte le premier tour des législatives.

Légalisée en 1989 à la faveur de la fin du régime de parti unique, la formation politique milite pour la création d'un État islamique. Un projet redouté par l'armée, acteur politique majeur, qui, le 11 janvier 1992, décide d'annuler les Elections

Ce « coup d'État » donne le coup d'envoi d'une guérilla qui se muera en guerre civile. Le conflit oppose les forces de sécurité au bras armé du FIS, l'Armée islamique du salut (AIS) ainsi qu'à d'autres groupes islamistes armés.

Parmi ces derniers, le Groupe islamique armé (GIA), qui agit surtout dans les secteurs urbains, ou le Mouvement islamique armé (MIA), réputé infiltré par des services secrets.

Les civils deviennent rapidement les victimes d'un conflit qui durera dix ans et qui fera entre 60 000 morts, selon le bilan officiel, et 150 000, d'après les sources indépendantes.

Le 26 août 1992, une explosion à l'aéroport d'Alger tue 9 personnes. C'est le premier d'une longue liste d'attentats touchant la population. En janvier 1995, les chancelleries occidentales avancent le chiffre de mille morts par semaine.

Monastère de Tibhirine

Certains épisodes marquent profondément l'opinion. L'assassinat des sept moines trappistes du monastère de Tibhirine (à 100 km au sud d'Alger), révélé en mai 1996. L'égorgement de la plupart des quelque soixante habitants du village de Thalit, près de la capitale, en avril 1997.

La tuerie de Benthala, en septembre de la même année, dans la banlieue d'Alger : près de 250 personnes sont méthodiquement tuées en une nuit tandis que l'armée reste à l'entrée du quartier, indique le site d'information sur les droits de l'homme Algeria Watch. Le GIA revendiquera le massacre.

L'AIS annoncera de son côté, dans la foulée, un cessez-le-feu unilatéral. Affaiblie, elle sera dissoute le 1er janvier 2000, après des négociations entre le nouveau chef de l'État, Abdelaziz Bouteflika, élu avec le soutien de l'armée en avril 1999.

Déchiré de l'intérieur et cible d'opérations de l'armée, le GIA perd de son influence. Deux lois d'amnistie seront adoptées en 1999 et en 2005.

MARIANNE MEUNIER